



Les États-Unis demandent officiellement l'extradition d'Assange

Par [Oscar Grenfell](#)

Mondialisation.ca, 12 juin 2019

wsws.org

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Le *Washington Post* a rapporté hier que des responsables du ministère américain de la Justice avaient adressé jeudi dernier aux autorités britanniques une demande officielle d'extradition du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange. Le document n'a pas été rendu public.

Le gouvernement américain disposait de 60 jours à compter de l'arrestation d'Assange par la police britannique, le 11 avril, pour présenter une demande d'extradition complète au Royaume-Uni. La première audience de fond sur la demande d'extradition américaine doit avoir lieu à Londres, le 14 juin.

L'article du *Washington Post* confirme que l'Administration Trump accélère sa tentative de poursuivre Assange sur 18 chefs d'accusation, dont dix-sept pour violation de la loi sur l'espionnage, cela malgré l'opposition généralisée des travailleurs, des étudiants, des jeunes et des défenseurs des libertés civiles, aux États-Unis et dans le monde.

Les accusations portées contre Assange à cause de son rôle dans la dénonciation des crimes de guerre et des complots diplomatiques américains sont une attaque frontale du droit à la liberté de la presse garanti par le premier amendement de la Constitution américaine.

Aucune administration américaine n'avait auparavant cherché à poursuivre un journaliste et un éditeur en vertu de la loi sur l'espionnage, une loi draconienne utilisée au cours de l'histoire pour cibler les activistes anti-guerre, les espions présumés et ceux qui lancent l'alerte face aux gouvernements.

En vertu des lois britanniques et américaines en vigueur, les personnes extradées du Royaume-Uni vers les États-Unis ne peuvent être accusées de crimes autres que ceux figurant dans la demande officielle d'extradition ou qui auraient été commis après la présentation de la demande.

Selon le *Washington Post*, le ministère de la Justice ne porterait pas de charges contre Assange sur la publication par WikiLeaks d'une série de documents de la CIA (Central Intelligence Agency) surnommée «Vault 7», en 2017. «Selon les représentants du gouvernement», cette décision a été prise «par crainte que cela ne porte davantage atteinte à la sécurité nationale».

WikiLeaks a expliqué maintes fois que l'intensification par les États-Unis des poursuites

contre Assange était due à la divulgation de «Vault 7». Celle-ci avait incité Mike Pompeo, alors directeur de la CIA, à dénoncer Assange en avril 2017 comme un «démon» et WikiLeaks comme une «agence de renseignement non-étatique hostile».

Les responsables américains ont immédiatement intensifié leur campagne de pression sur les autorités équatoriennes afin qu'elles abrogent l'asile d'Assange et l'expulsent de l'ambassade. Ils ont aussi été à l'origine de l'enquête du FBI ayant abouti aux accusations portées en vertu de la Loi sur l'espionnage.

«Vault 7» a démasqué le développement par la CIA de capacités de piratage offensif et son déploiement de virus informatiques malveillants. Les documents montrent que l'agence avait développé la capacité de pirater les systèmes informatiques et de laisser des «signes révélateurs» pour attribuer les attaques à des adversaires comme la Russie, la Chine et l'Iran.

D'autres documents indiquaient que la CIA avait la capacité de s'immiscer dans les appareils électroménagers comme les téléviseurs intelligents, permettant une potentielle surveillance de masse. Certains montraient que l'agence voulait être capable de pirater les systèmes informatiques des voitures modernes - une capacité utilisable dans un programme d'assassinat.

Malgré les restrictions sur les charges supplémentaires retenues contre Assange, autres que celles contenues dans la demande d'extradition officielle, il y a des indications que des enquêtes sont en cours contre lui.

La courageuse lanceuse d'alerte Chelsea Manning qui a fuit des informations à WikiLeaks en 2010 reste emprisonnée par l'Administration Trump. Un tribunal américain l'a détenue sans inculpation afin de la forcer à témoigner contre Assange en se parjurant devant un grand jury convoqué pour enquêter sur WikiLeaks.

Vendredi dernier, WikiLeaks a averti que les États-Unis essayaient de relancer une tentative faite par le FBI en Islande en 2011 de piéger Assange pour «piratage informatique».

L'organisation a rapporté que l'informateur islandais du FBI Sigurdur Thordarson, condamné pour fraude et détournement de fonds, s'était rendu à Washington à la fin du mois dernier pour y être interrogé. Cela pouvait conduire à des accusations supplémentaires concoctées contre Assange. L'équipe du FBI ayant mené l'enquête sur Assange a également interrogé Thordarson en Islande début mai.

La demande officielle d'extradition coïncide avec les nouvelles de la dégradation de la santé d'Assange. Le 30 mai, WikiLeaks publiait une déclaration confirmant qu'on l'avait transféré à l'unité médicale de la prison de Belmarsh et qu'il y avait de «graves préoccupations» sur son «état de santé».

Le lendemain, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, qui avait vu Assange début mai, publiait un communiqué avertissant qu'il «présentait tous les symptômes typiques d'une exposition prolongée à la torture psychologique».

Melzer a condamné la persécution d'Assange par les gouvernements américain, britannique, suédois et équatorien. Il a averti que les tribunaux britanniques avaient porté atteinte au droit d'Assange à une procédure régulière. De surcroît, le fondateur de WikiLeaks risquait d'être exposé à d'autres tortures et violations des droits de l'homme s'il était extradé aux

États-Unis.

Le rapport de l'ONU et la crise de santé d'Assange ont intensifié l'opposition aux tentatives américaines de l'extrader.

Vendredi, le Club des journalistes mexicains a publié un appel à une action commune en défense d'Assange. «Nous devons agir ensemble pour montrer notre capacité d'agir. Si on laisse tomber Assange, on se laisse tomber soi-même. Cela ne doit pas se produire», a déclaré sa secrétaire générale, Celeste Saenz de Miera.

Cette déclaration est venue à la suite d'événements internationaux montrant que les attaques menées contre Assange ont ouvert la voie à une vaste offensive contre la liberté de la presse.

La semaine dernière, la police australienne a perquisitionné le domicile d'un journaliste de News Corp et les bureaux de l'Australian Broadcasting Corporation à Sydney pour des articles dénonçant des crimes de guerre en Afghanistan et des plans de surveillance gouvernementaux. Le gouvernement français lui, s'apprête à poursuivre des journalistes pour avoir dénoncé sa complicité dans la guerre de l'Arabie saoudite contre le Yémen.

S'adressant aujourd'hui à la radio KPFA, le journaliste d'investigation australien John Pilger a déclaré que ces actions justifiaient les avertissements d'Assange selon lesquels les «prétendues démocraties libérales étaient en train de changer» et adoptaient de plus en plus les méthodes des «autocraties». Pilger a appelé à la plus large mobilisation possible pour la défense d'Assange.

Des rassemblements ont lieu cette semaine en Grande-Bretagne et dans d'autres pays. Hier, le Parti de l'égalité socialiste a annoncé une série de manifestations à Sydney, Melbourne et Brisbane pour exiger que le gouvernement australien remplisse ses obligations envers Assange en tant que citoyen et journaliste en obtenant sa sortie de Grande-Bretagne et son retour en Australie, avec une garantie contre son extradition aux États-Unis.

Oscar Grenfell

Article paru d'abord en anglais, WWSW, le 11 juin 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Oscar Grenfell](http://wsws.org), wsws.org, 2019

Articles Par : [Oscar Grenfell](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca